

PROSPECTIVE

Les voies de la transition énergétique

Invité des « Rencontres de la Transition », qui débutent ce soir à Ungersheim, Guillaume Christen, chercheur à l'Université de Strasbourg, explique les différents scénarios qui se cachent derrière cette transition imposée par le réchauffement climatique, entre simple évolution technologique et remise en question du modèle de société, pure logique de marché et « régulation citoyenne ».

Propos recueillis par Olivier Brégeard

Alors que les chefs d'État du monde entier sont attendus en décembre à Paris pour trouver des solutions au réchauffement climatique, quelle peut être la répartition des rôles entre l'État, les collectivités, les citoyens et les entreprises dans la transition énergétique ?

En sociologie, on part du principe que la transition énergétique (TE) n'est pas qu'un simple changement technique. Les sources d'énergie engagent des aspects politiques, économiques, sociaux, territoriaux. Par exemple, derrière le choix français du nucléaire, il y a un projet de société, politique. Le système français de production de l'énergie est fortement centralisé, technicien, construit autour de grands corps d'État. Or la TE mène à produire l'énergie au plus près d'où elle est consommée. Elle peut donc mener à une décentralisation du modèle énergétique français.

Changer d'énergie, changer de cadre ?

Simple décentralisation ou révolution ?

Il y a plusieurs scénarios possibles. Le premier est l'entrée par le marché : la TE s'intègre dans le modèle centralisé, avec de grands groupes producteurs et distributeurs d'énergie, comme EDF Énergies Nouvelles, filiale d'EDF. L'énergie « verte » est alors une simple énergie de substitution aux énergies fossiles.



Toute cette semaine, à l'occasion des Rencontres de la Transition, Ungersheim accueille un stage d'auto-construction d'éolienne, à raccorder au réseau électrique ou pour de l'autoconsommation. Un exemple d'implication citoyenne. Photo L'Alsace/Stéphane Cardia

Dans ce cas, les citoyens restent à l'écart de cette transition, rien ne change dans leur quotidien...

Oui, on reste dans le même cadre, basé sur la croissance, même si celle-ci devient « verte » : toutes les innovations technologiques nécessaires à la TE sont des moteurs de cette croissance économique.

Par son histoire, la France tend naturellement vers ce scénario...

La probabilité est en effet plus grande. Mais en parallèle, on constate une « régulation citoyenne »

de la TE. Des groupes d'acteurs de la société civile veulent sortir des filières industrielles. Pour eux, passer à l'énergie verte s'accompagne d'une réflexion sur nos modes de vie, la société que l'on veut. Ce sont parfois des militants de la décroissance, mais surtout d'une appropriation citoyenne des modèles énergétiques. On a vu ces groupes se développer dans le nord de l'Europe, notamment au Danemark et en Allemagne, avec des coopératives énergétiques, de l'éolien citoyen, la création d'associations pour construire des toits solaires... Le mouvement des villes en transi-

tion initié par l'Anglais Rob Hopkins s'inscrit aussi pleinement dans cette typologie. Le citoyen s'approprie la production, on cherche à rematérialiser les circuits de l'énergie, pour mieux comprendre l'empreinte de nos activités sur les écosystèmes.

« Des confluences d'intérêts »

Dans la réalité, on voit une hybridation de ces deux scénarios, celui des modèles centralisés et celui des coopératives citoyennes. Comme dans le projet de Saales, que j'ai

étudié [NDLR : un projet de dix éoliennes porté par EDF et initié par six communes du massif vosgien, dont la construction doit débuter l'an prochain], des particuliers ont la possibilité d'acheter des parts dans un parc éolien, mais l'électricité sera réinjectée dans le réseau construites par un opérateur privé. Il y a une confluence d'intérêts : l'opérateur peut trouver dans la démarche citoyenne un moyen de faire accepter socialement son projet et les citoyens intéressés par la TE n'ont pas toujours le capital technique et financier suffisant pour passer à l'acte seuls...

Les projets restent l'affaire d'une minorité active, militante, plus que de l'ensemble de la population d'un territoire...

Oui, ce sont des acteurs qui partagent des valeurs, des idées, des pratiques aussi, des profils professionnels – parfois proches des métiers de l'énergie –, un capital technique qu'ils peuvent réinvestir. Ce ne sont pas forcément des acteurs ordinaires. Mais ce constat vaut pour nombre de mobilisations collectives.

Ces militants, en France, s'opposent souvent à EDF sur la question du nucléaire : ces divergences ne limitent-elles pas les possibilités d'hybridation ?

Sans doute. On peut comparer avec la ville de Landau, en Allemagne, où des acteurs de la société civile, qui ont un discours critique sur la centralisation de la production et

de la distribution de l'énergie, ont rencontré des acteurs industriels pour une optimisation de leurs compétences respectives. Mais on peut aussi remarquer qu'en France, ceux qui mettent en place du solaire sur leurs toits bénéficient du tarif préférentiel d'EDF Énergies Nouvelles, pour revendre l'électricité produite. L'hybridation peut permettre de mettre en place des initiatives citoyennes locales, des initiatives qui sont encore très rares en France. Il faut voir l'hybridation comme un compromis, qui peut déboucher sur autre chose.

Comment faire en sorte que la TE soit l'affaire de tous, que chacun participe à sa mesure ?

Il n'y a pas de formule miracle. Les acteurs, quels que soient les milieux sociaux, sont tous sensibilisés à la TE. Ce qui fait inégalité, c'est la possibilité, pour les groupes sociaux les plus défavorisés, de transformer leur préoccupation en implication, en possibilité d'agir. Les solutions restent bien souvent très techniques, très spécialisées, peuvent nécessiter un investissement financier important. S'équiper d'une installation solaire a un coût certain et il faut être propriétaire – ce qui exclut de fait un grand nombre de personnes...

RENCONTRER Guillaume Christen ouvre ce soir le cycle de conférences des Rencontres de la Transition d'Ungersheim, sur le thème des énergies renouvelables et des implications citoyennes en Alsace. Rendez-vous à 19 h 30, au Centre sportif et culturel. Entrée libre.

Les limites de l'autonomie

Les crispations autour de Fessenheim limitent-elles, en Alsace plus qu'ailleurs, les possibilités de coopération entre l'industrie et la société civile ? Le maire d'Ungersheim n'a effectivement pas invité EDF à ses Rencontres de la Transition, qui se dérouleront à quelques kilomètres de la centrale nucléaire. Mais la filiale EDF Énergies Nouvelles avait été reçue dans le cadre de l'appel d'offres pour le projet Hélioparc 68 (lire ci-contre). « Ils étaient compétitifs, mais moins qu'Hélios Développement. Et ils ne pouvaient pas implanter le siège de la société sur le site, ce qui était imposé par le cahier des charges », explique Jean-Claude Mensch.

Pas d'opposition de principe, donc. Le maire d'Ungersheim n'en critique pas moins la « mainmise » d'EDF et la centralisation à la française : « Les collectivités sont propriétaires du réseau électrique sur leur territoire, mais n'ont le droit ni de produire, ni de distribuer. Elles ne peuvent devenir véritablement autonomes. Un amendement à la loi de transition énergétique [NDLR : votée l'été dernier] prévoyait la possibilité de créer des régies communales, mais il a été rejeté, sous la pression du lobby. En Suisse et en Allemagne, les coopératives qui produisent et distribuent de l'énergie sont nombreuses... »

La plus grande centrale photovoltaïque d'Alsace inaugurée

La mairie d'Ungersheim profite de la présence des personnalités et du public réunis à l'occasion des Rencontres de la Transition pour inaugurer samedi après-midi l'Hélioparc 68, « la plus grande centrale photovoltaïque d'Alsace », située entre le terriil Marie-Louise et l'ancien puits minier Rodolphe, en bordure de la quatre-voies reliant Mulhouse et Guebwiller. Mais l'installation a été raccordée au réseau national il y a près de trois ans déjà, en décembre 2012 !

Objectifs atteints

Le lancement officiel est donc aussi l'occasion d'un premier bilan. Sur le plan de la production d'électricité, les objectifs ont été rapidement atteints. Quelque 5,4 GWh ont été revendus à EDF Énergies Nouvelles (au tarif de 28 centimes par kWh) en 2013 comme en 2014, grâce à plus de 1 000 heures d'ensoleillement annuel. « C'est globalement un peu mieux que prévu », constate même Xavier Baumgartner, directeur d'Hélios Développement, la société mulhousienne choisie par les communes d'Ungersheim et Feldkirch pour piloter ce projet.

Les 4 ha de panneaux photovoltaïques (d'une puissance de 5,3 MWC) fournis par la société allemande Krannich Solar sont posés sur neuf bâtiments, qui devaient être loués à des entreprises. Elles sont quatre



Xavier Baumgartner, développeur du projet, et Zakaria Diddou, directeur général de Krannich Solar, qui a fourni les panneaux solaires, hier matin sur le site de l'Hélioparc 68. Photo Thierry Gachon/L'Alsace

aujourd'hui – une agence Aprolis (location de matériels de manutention), une agence SOS Oxygène (spécialiste de « l'oxygénothérapie, de l'assistance respiratoire et de la nutrition artificielle »), la menuiserie Unibois et le revendeur de pièces détachées Nickerson (pour la plasturgie). Un cinquième locataire est attendu début 2016 : la société Kubler, spécialisée dans les appareils de mesure de pression, va quitter Cernay pour investir 1 800 m² à l'Hélioparc. D'ici peu, ce sont donc six des neuf bâtiments et 4 200 des 5 600 m² disponibles qui auront trouvé preneurs. « En trois ans, c'est tout à fait honorable », juge Xavier Baumgartner, qui espère finir de remplir le

parc l'an prochain, à la faveur d'une légère reprise économique.

Cap sur le terriil Alex

Le bilan est positif, mais le « petit développeur » avoue que cela ne s'est pas fait sans risque, ni sans frayeur, à son échelle. « Je ne regrette pas, mais je ne mènerai pas un deuxième projet de ce type. Ici, il y avait beaucoup de facteurs favorables, que je retrouverai difficilement ailleurs. » Xavier Baumgartner n'abandonne pas le solaire, mais il le ramènera désormais au sol, s'épargnant la partie commerciale. Il est en lice sur « deux-trois projets » à l'étude dans l'agglomération mulhousienne et a été de nouveau

choisi par Ungersheim et Feldkirch pour installer une centrale solaire sur le terriil Alex. D'une puissance de 4,8 MWC, elle devrait permettre de produire 5 GWh supplémentaires par an. Le maire Jean-Claude Mensch espère ainsi atteindre un niveau d'autonomie énergétique totale (mais virtuelle : lire ci-contre), en équipant aussi les toitures des divers bâtiments de sa commune (maisons, immeubles, entreprises...). Des élèves du lycée Théodore-Deck de Guebwiller étaient chargés cette semaine, sous la houlette de l'ONG Greenpeace, de procéder à un « cadastre solaire », l'inventaire des toits selon leur orientation et leur pente, pour calculer la puissance installable...

Les Rencontres de la Transition

- **Vendredi 25 septembre** : à 19 h 30 (Centre sportif et culturel), conférence de Marc Grodwohl, créateur de l'Écomusée.
- **Samedi 26 septembre** : à 14 h, visite guidée des actions sur les sites les plus représentatifs d'Ungersheim ; à 15 h, inauguration de l'Hélioparc 68 ; à 16 h 30, montage d'une éolienne Pigott en bois sur le site de la construction de la future Maison des natures et des cultures ; à 17 h 30, mise en route d'une installation photovoltaïque en autoconsommation sur le toit du dojo, réalisée par des élèves du lycée Théodore-Deck de Guebwiller, en collaboration avec l'ONG Greenpeace ; à 19 h (au Centre sportif et culturel), conférence de Rob Hopkins, initiateur du mouvement des villes en transition ; à 21 h, « souper festif et citoyen ». Portes ouvertes aux Jardins du Trèfle rouge, l'exploitation maraîchère bio, de 10 h à 17 h.
- **Dimanche 27 septembre** : à partir de 9 h 30 (salle de conférence), « grand forum de la transition », échange d'expériences et d'idées animé par Jean-Claude Mensch, maire d'Ungersheim, et Kitty De Bruin, coordinatrice de Transition Network France ; à 14 h 30 (au Centre sportif et culturel), conférences « croisées » de Delphine Batho, ancienne ministre française de l'Écologie, et d'Olivier De Schutter, juriste, rapporteur pour le droit à l'alimentation aux Nations unies.

EN SAVOIR PLUS sur le site www.mairie-ungersheim.fr